L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

Volume 6 | Printemps / Spring 2025

Credit: Tommy Trenchard

PhiLab

Coordonnées | Contact
philab@uqam.ca
www.philab.uqam.ca
514-987-3000 #8576

Directeurs de publication
Publication Directors
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Rédacteurs en chef | Editors in Chief
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Coordination de la rédaction
Edition Coordination
Laurence Croteau

Contributeurs | Contributors
Adam Parascandola
Adam Saifer
Alice Chipot
Amina Wazoumi Ignanoné
David Grant-Poitras
Diane Alalouf-Hall
Elisabeth Robinot
Éric St-Pierre
Fahad Ahmad
Hilary Pearson
Jean-Marc Fontan
Joey Mac Intosh
Jonathan Deschesnes
Joshua Newton
Karine Meaux
Katherine Lacefield
Laurence Croteau
Léo Bérenger Benteux
Michelle Riley
Peter R. Elson
Saouré Kouamé
Susan Philips
Sylvain A. Lefèvre
Taïeb Hafsi
Thierry Delvigne-Jean
Verena Gruber

Conception graphique | Graphic Design
Laurence Croteau

ISSN: 2563-3058
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025.
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2025.

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le **Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie** (PhiLab) a été créé en 2014 dans le cadre d'une demande de financement « développement de partenariat » obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Ce financement a été reconduit en 2018 pour six années par l'obtention d'une subvention « partenariat » du CRSH. Depuis 2024, PhiLab profite de financements octroyés par différentes fondations dont la Fondation Lucie et André Chagnon et la Fondation Mirella et Lino Saputo. Le Réseau pancanadien constitue un lieu de recherche partenarial, de partage d'information, de mobilisation des connaissances sur la philanthropie subventionnaire et de formation à la recherche. Les activités de recherche conduites en partenariat valorisent les connaissances auprès d'une diversité d'acteurs sociaux, d'agences gouvernementales, milieux universitaires et petits et grands médias. La valorisation des connaissances, via des outils de communication novateurs et accessibles, permet une diffusion élargie des connaissances produites ou déjà existantes. Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The **Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy** (PhiLab) was created in 2014 as part of a "partnership development" funding application obtained from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC). This funding was renewed in 2018 for six years by obtaining a "partnership" grant from SSHRC. Since 2024, PhiLab has benefited from funding granted by various foundations, including the Fondation Lucie et André Chagnon and the Mirella and Lino Saputo Foundation. The Pan-Canadian Network is a hub for partnership research, information sharing, knowledge mobilization on grantmaking philanthropy and research training. Research activities carried out in partnership promote knowledge among a wide range of social players, government agencies, academics and small and large media. The valorization of knowledge, via innovative and accessible communication tools, enables a wider dissemination of the knowledge produced or already existing.

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Canada

PHILANTHROPIE SOUS TENSION | PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Credit : Tommy Trenchard

PHILANTHROPIE SOUS TENSION
PHILANTHROPY UNDER PRESSURE

Refuser un don lié à de « l'argent sale » : les ressorts d'une mise en cause

Par Sylvain A. Lefèvre, *Professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, à l'ESG UQAM*

Sylvain A. Lefèvre est professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, à l'ESG UQAM. Membre du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales) et du PhiLab, ses travaux portent sur le rôle des fondations et sur les transformations de l'action collective, ainsi que sur les enjeux de justice sociale et environnementale. Il est actuellement co-directeur de l'Incubateur universitaire Parole d'excluEs.

Historiquement, plusieurs controverses ont conduit des organismes à refuser des dons, en les qualifiant d'« argent entaché » (*tainted money, blood money*) ou d' « argent sale » (*dirty money*). Il est intéressant de s'arrêter sur la manière dont celles-ci naissent, mais aussi de saisir qu'elles ne relèvent pas seulement d'un choix éthique propre à chacun : elles peuvent participer à une action collective, voire revêtir un sens politique. Ces refus peuvent contribuer à une « mise en cause », entendue ici à la fois comme la dénonciation d'une responsabilité négative, en nommant, blâmant et revendiquant (Felstiner, Abel, Sarat, 1981) et comme la construction d'un mouvement collectif dans l'espace public.

Ainsi, en 1846, Frederick Douglass (ancien esclave devenu militant abolitionniste) accuse l'Église libre d'Écosse de s'« être rendue responsable d'esclavage » pour avoir accepté des dons de la part de propriétaires d'esclaves et d'Églises pro-esclavage (Saunders-Hastings, 2021). Douglass a mené des campagnes publiques pour « renvoyer l'argent tâché de sang ». Si ces campagnes n'ont pas abouti matériellement, elles ont permis de générer un débat public important sur l'esclavage et les injustices structurelles entourant ce système.

Quelques années plus tard, au début du XXe siècle, un débat important s'est emparé des États-Unis autour de la « tainted money » liée aux dons de John D. Rockefeller. En effet, les pratiques brutales de sa compagnie, la Standard Oil, étaient connues et allaient d'ailleurs mener, en 1911, la Cour Suprême des États-Unis à démanteler cet empire, bâti autour de pratiques monopolistiques. Pour l'heure, en 1905, un don de 100 000$ (ce qui représente 2.7 millions US aujourd'hui) de Rockefeller fait à l'Église congrégationaliste créé un émoi parmi les membres. Faut-il accepter ce don et à quel prix (moral) (Mislin, 2019) ?

D'un côté, des membres soulignent que tant que l'argent n'a pas été acquis de manière illégale, il n'y a pas lieux de déployer des dilemmes moraux autour de sa légitimité. D'autres défendent l'acceptation du don, sans pour autant endosser les actes de John D. Rockefeller : l'argent donné serait neutre en soi. Pour

certains, il vaut mieux acquérir cet argent pour lui donner une fin bénéfique à la communauté, plutôt que de lui laisser un usage plus nocif. A contrario, un membre éminent de cette Église va s'opposer. Il s'agit de Washington Gladden, un pasteur très connu à l'époque, promoteur du mouvement de l'Évangile social (Social Gospel), pourfendeur du pouvoir abusif des grandes corporations telle la Standard Oil et de leur exploitation des travailleurs. Il va s'opposer à ce don et militer pour qu'il soit retourné à Rockefeller. Comme l'indique un historien des religions :

> « Pour Gladden, la question de l'argent sale concerne toutes les institutions qui existent pour le bien de la société. Aucun don, aussi important soit-il, ne peut « compenser l'abaissement des idéaux et le brouillage des consciences » nécessaires pour l'accepter. L'argent sale engendre inévitablement des institutions sales, et tout le monde en souffre, note-t-il. » (Mislin, 2019 - traduction libre)

Dans l'histoire plus récente, ce sont sans doute les controverses entourant les dons de la famille Sackler qui ont le mieux illustré ces enjeux autour du don lié à de l'« argent sale ». Depuis des décennies, cette riche famille new-yorkaise[1] est l'un des principaux mécènes des grandes universités anglo-saxonnes, mais surtout dans le monde des arts, avec des contributions majeures dans les plus prestigieux musées de la planète. Leur fortune provient de Purdue Pharma, une firme devenue centrale dans l'industrie pharmaceutique grâce au succès de l'OxyContin. Cet analgésique, produit à partir de morphine de synthèse est largement prescrit. Il est au cœur de la crise des opioïdes aux États-Unis, laquelle a causé, dans les 25 dernières années, le décès de plus de 700 000 personnes, avec des pics à plus de 100 000 décès par an ces dernières années. La firme est accusée d'avoir masqué les enjeux d'addiction du produit, dont elle avait connaissance, et d'avoir poussé à des sur-prescriptions de ce médicament, auparavant restreint à des usages très spécifiques.

Si la famille Sackler est restée discrète sur ses liens avec Purdue Pharma, la célèbre photographe Nan Goldin - devenue dépendante à l'OxyContin à la suite d'une opération au poignet - a dénoncé publiquement le rôle de cette famille. En 2017, elle créée P.A.I.N (Prescription Addiction Intervention Now), afin que la famille Sackler assume ses responsabilités, en finançant des programmes de prise en charge de programmes de traitement de l'addiction aux opioïdes. Elle appelle aussi les universités, les musées et autres institutions culturelles à refuser leurs dons. En mars 2018, au Metropolitan Museum de New York, une cinquantaine de militants se sont allongés, feignant d'être morts, dans l'aile financée par les Sackler. Un an plus tard, c'est au Musée Guggenheim que des militants ont jeté de fausses ordonnances d'OxyContin et des boites de comprimés vides. Cette importante campagne publique, dans les musées et en ligne, a conduit ces institutions à déclarer qu'elles allaient dorénavant refuser les dons des Sackler. Un des membres de la famille a également quitté le CA du Musée Guggenheim. D'autres musées, comme la National Portrait Gallery ou la Tate Gallery de Londres, ont aussi refusé les dons de la famille Sackler.

Dans l'histoire plus récente, ce sont sans doute les controverses entourant les dons de la famille Sackler qui ont le mieux illustré ces enjeux autour du don lié à de l'« argent sale ».

En parallèle, face à des poursuites de grande envergure aux États-Unis, avec des milliers de plaintes individuelles, mais aussi de gouvernements locaux, de groupes autochtones, d'États… l'entreprise Purdue Pharma déclare aillite en 2019. Elle s'engage à donner 4.5 milliards US aux victimes de la crise des opioïdes et à des organismes visant à lutter contre elle. Le tout, en échange d'une immunité relative pour ses propriétaires, la famille Sackler.

Tandis que le président du CA de Purdue Pharma valorise l'utilité sociale de ce don (« Au lieu d'années de litiges destructeurs de valeur […], ce plan garantit que des milliards de dollars seront consacrés à aider les personnes et les communautés qui ont été touchées par la crise des opiacés »), un procureur dénonce l'immoralisme de sa contrepartie, qui « permet aux Sackler de se tirer d'affaire en récupérant une immunité permanente contre les poursuites en échange d'une fraction des bénéfices qu'ils ont tirés de l'épidémie d'opiacés ». (Michel, 2021).

En mars 2018, au Metropolitan Museum de New York, une cinquantaine de militants se sont allongés, feignant d'être morts, dans l'aile financée par les Sackler. Un an plus tard, c'est au Musée Guggenheim que des militants ont jeté de fausses ordonnances d'OxyContin et des boites de comprimés vides. Cette importante campagne publique, dans les musées et en ligne, a conduit ces institutions à déclarer qu'elles allaient dorénavant refuser les dons des Sackler.

Le dernier épisode de cette saga judiciaire est intervenu le 23 janvier 2025, avec avec le paiement de 7.4 milliards US et un accord conclu entre, d'un côté, Purdue Pharma et la famille Sackler, et, de l'autre, 15 États américains les poursuivant. Dans un communiqué, la firme Purdue déclare : « Nous sommes extrêmement heureux qu'un nouvel accord ait été conclu qui fournira des milliards de dollars pour indemniser les victimes, atténuer la crise des opioïdes et fournir des traitements et des médicaments de secours en cas de surdose qui sauveront des vies » (Mulvihill, 2025). Précisons que dans le cadre de ce règlement, les membres de la famille Sackler sont protégés des poursuites judiciaires intentées par les parties qui signent cet accord.

Cet exemple permet d'illustrer le processus, collectif et interactionnel, de « marquage de l'argent » (Zelizer, 2005) autour des enjeux de morale, afin de « donner un sens » au paiement à la fois par son montant, son affectation, sa mise en lumière ou son invisibilisation. Ce processus peut être assez subtile, comme en témoigne la réaction du Musée du Louvre. En effet, à la suite de la campagne de dénonciation en 2019, le Musée du Louvre a masqué les plaques de « l'aile Sackler », consacrée aux Antiquités orientales, qui portait le nom de la famille depuis un don majeur de sa part en 1996. Mais l'opération de « débaptisation » n'a pas été reconnue comme telle :

> « Le président du Louvre, Jean-Luc Martinez, a réagi mardi (…) en expliquant que le musée n'a « pas à débaptiser ces salles puisqu'elles ne portent plus le nom de Sackler » : les règles internes à l'institution prévoient que le « nommage » d'une salle dure « vingt ans » maximum, avait-il expliqué. Le nom Sackler ne serait donc plus associé au Louvre, selon lui, depuis 2016. Le musée aurait-il oublié d'effacer les mentions « aile Sackler » sur ses panneaux depuis trois ans ? Interrogé à ce sujet, le Louvre s'est refusé à tout autre commentaire. » (Le Monde, 2019).

Dans les controverses que nous avons abordées précédemment, on saisit donc que ce qui est en jeu est triple :

- donner au donateur/donatrice une forme de légitimité en acceptant son don
- convertir de l'« argent sale » (point de vue symbolique mais parfois aussi légal) en « argent propre » ; et,

- risquer, pour ceux ou celles qui reçoivent le don, de voir leur réputation salie par l'acceptation de ce don.

Et l'enjeu n'est pas simplement une décision (accepter ou refuser), liée à une éthique individuelle. C'est aussi potentiellement un processus collectif, où la manière de refuser :

- produit un sens : par exemple, qu'est-ce qui « salit » l'argent ?
- impute des responsabilités : du donateur·trice comme du donataire ;
- réencastre un flux financier dans un cadre socio-économique et politique plus large, lié à la production des fortunes comme de la genèse des problèmes sociétaux.

En conclusion, il faut rappeler que ces refus de don comme « mise en cause » ne concernent évidemment pas que les dons de la famille Sackler. Pensons par exemple aux dons des compagnies de cigarettes, qui sont devenus de plus en plus difficiles à accepter, pour des organismes qui ne souhaitent pas voir leur réputation être entachée, voire instrumentalisée lorsque ces dons servent de garantie morale. Ici aussi, il s'agissait d'un enjeu de santé publique donnant lieu à de longues poursuites judiciaires. Elles ont débouché, au Canada, sur des condamnations à hauteur de plusieurs dizaines de milliards $ (Saint-Arnaud, 2024). Alors que les changements climatiques ont déjà des impacts clairs sur la santé publique et la mortalité (Berry, Schnitter, 2022 ; Boudreault et al., 2024), on peut faire l'hypothèse que les dons des compagnies et fondations liées à l'industrie extractive pourraient devenir aussi progressivement illégitimes. Le refus de ces dons et l'explicitation de son motif pourrait être une contribution à l'imputation de responsabilité, pour ces impacts environnementaux et sanitaires majeurs.

Cette discussion sur les refus de don comme « mise en cause » permet d'avoir un regard neuf sur les termes de l'équation financière. En effet, on pourrait se demander quel organisme a les moyens de refuser un don, alors que la plupart d'entre eux ont de la difficulté à boucler leur budget. Mais les exemples cités permettent de saisir que des dons financiers peuvent « coûter cher » à ceux qui les acceptent, à l'image des musées mis en cause. Et qu'à l'inverse, ce qui semble un manque à gagner (faire une croix sur une rentrée d'argent) peut constituer une ressource symbolique précieuse, mise à profit dans une action collective servant la mission de l'organisme, par exemple dénoncer les injustices sociales ou environnementales.

Notes

1. Sa fortune était estimée en 2019 à 13 milliards de dollars (Olinga, 2019).

Références

Berry, P., et Schnitter, R. (éd.). (2022). La santé des Canadiens et des Canadiennes dans un climat en changement : faire progresser nos connaissances pour agir. Ottawa (Ontario) : gouvernement du Canada. lien

Boudreault J., Lavigne E., Campagna C., Chebana F. (2024), « Estimating the heat-related mortality and morbidity burden in the province of Quebec », Environmental Research, Volume 257, lien

Felstiner L., Abel R., Sarat A. (1981), « The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming… », Law & Society Review, Vol. 15, No. 3/4, pp. 631-654. lien

Le Monde, « Le Louvre masque le nom des Sackler, riches mécènes impliqué dans l'épidémie d'opioïdes aux Etats-Unis », Le Monde, 17 juillet 2019. lien

Michel J., « La justice valide la faillite de Purdue, immunité partielle pour les Sackler », La Presse, 1e septembre 2021. lien

Mislin D., « How a 1905 debate about 'tainted' Rockefeller money is a reminder of ethical dilemmas today », The Conversation, 2 octobre 2019. lien

Mulvihill G., « Purdue Pharma et la famille acceptent un règlement de 7,4 milliards US », La Presse, 23 janvier 2025. lien

Olinga L., « Qui est la famille Sackler, richissime grâce à l'OxyContin? », Le Devoir, 27 mars 2019. lien

Saint-Arnaud P., « Les victimes du tabac seront dédommagées », Le devoir, 24 octobre 2024. lien

Saunders-Hastings E., « "Send Back the Bloodstained Money": Frederick Douglass on Tainted Gifts », American Political Science Review. 2021;115(3):729-741.

Zelizer V., La signification sociale de l'argent, Seuil, coll. « Liber », 2005.

L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

PhiLab

Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie

Canadian Philanthropy Partnership Research Network

Université du Québec à Montréal
Pavillon Saint-Denis (AB), 10e étage.
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

Téléphone : 514-987-3000 #8576
Courriel : philab@uqam.ca

www.philab.uqam.ca